



JFR/CET

DÉCLARATION

Le résultat de l'élection concernant la direction du Monde entraîne le groupe dans une période d'incertitudes qui peut le fragiliser et avoir de lourdes conséquences pour l'ensemble des 3 300 salariés du titre et du groupe.

Aux pressions considérables auxquelles sont soumis les titres de presse et de l'information démocratique, s'additionnent les manœuvres diverses de grands groupes, oligopoles de la communication souvent proches du pouvoir politique.

Les règles du vote ont été respectées ; les mêmes qui avaient valu à Jean-Marie COLOMBANI d'être, treize années durant, à la tête du Monde. Si nous n'avons pas à nous immiscer dans le choix de la Société des Rédacteurs du Monde (SRM), comment ne pas rapprocher les prises de position de Jean-Marie COLOMBANI dans l'édito du quotidien à la veille du second tour des Présidentielles stigmatisant les soutiens médiatiques des LAGARDÈRE, BOLLORÉ, DASSAULT et autres BOUYGUES... aux résultats du vote visant son éviction.

Parfois, tout en étant de bonne foi, chacun d'entre nous peut être instrumentalisé à des fins politiques.

Notre syndicat avait averti Jean-Marie COLOMBANI sur les dangers d'une trop grande croissance exogène du groupe et sur la prise de contrôle du journal et du groupe par des actionnaires extérieurs. On peut aujourd'hui s'inquiéter de cet état de fait.

Malgré cette volonté de vouloir asseoir le quotidien sur un groupe capable de faire face aux autres grands groupes de communication, Jean-Marie COLOMBANI a toujours su préserver l'indépendance de la rédaction, mais aussi celle du journal en conservant l'outil industriel qu'est l'imprimerie.

Nous exigeons que soient respectés les accords industriels et sociaux, aujourd'hui engagés, fixés dans la perspective de l'équilibre et du développement.

C'est sur ce mandat que le SGLCE participera à la rencontre demandée par la FILPAC avec le Président du Conseil de surveillance, Alain MINC.

Paris, le 23 mai 2007